

16 - 31 mai
1999

n° 114

sixième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transport

DANZAS
SeaAir

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

programmes éducatifs

Chaque société ses valeurs propres, et donc son éducation particulière. Ainsi chez les crocodiles, on s'en tient à l'essentiel, à ce qui suffit pour vivre, l'instinct, l'inné : "pas la peine d'apprendre au petit crocodile à nager : il sait", comme dit le proverbe cambodgien.

Simple aussi le programme éducatif des jeunes Scythes de jadis. On leur enseignait (dit-on) trois choses : Monter à cheval, tirer à l'arc, et dire la vérité.

Il y avait déjà dans ce programme deux éléments : l'apprentissage d'un savoir-faire, et celui d'un comportement qui permette la vie en société. Avec le temps, ces deux éléments se sont beaucoup compliqués, mais il s'agit toujours d'acquérir un savoir-faire, et de vivre en société.

Le problème au Cambodge, nous fait observer S.E. Truong Mealy, c'est que la jeunesse, c'est à dire maintenant 5 millions de Cambodgiens au-dessous de 25 ans, doivent tout réapprendre à partir de presque zéro. Pas assez de familles où l'on enseigne les règles élémentaires du comportement selon les traditions; pas assez d'enseignants, surtout en dehors du système éducatif, qui forment à tous les petits métiers dont le Cambodge a besoin : réceptionnistes dans les hôtels, secrétaires, mécaniciens, ... des "petites élites".

Une main d'œuvre qualifiée, c'est la clé des investissements étrangers. C'est pour quoi, plutôt que "Kom chik khmoch", "creuser les morts", les faire parler, il faut préparer l'avenir, enseigner, former par tous les moyens "Krup chryng chroy", dit Truong Mealy. Sans oublier ces trois mots : sachang la vérité; khan tay la patience; katignou la gratitude.

Entretien :

S.E Vann Molyvann

président-directeur général de l'APSARA

Autorité pour la Protection du Site et l'Aménagement de la région d'Angkor

Nouvelles recettes - la cité hôtelière - nouvelles routes - le relai cambodgien - les cinq Agences

Depuis le début de mai, l'APSARA reçoit, conformément au sous-décret du 22 janvier, les droits d'entrée des visiteurs du Parc archéologique d'Angkor. C'est pour nous un *ouf* de soulagement. *Maintenant tout va pouvoir commencer !*

l'accord avec Sokha-Hotels

Selon cet accord, passé après consultation du Conseil des ministres, organisme de tutelle de l'APSARA, nous sous-traitons à Sokha Hôtels du groupe Sokimex, la perception des droits d'entrée. Une somme forfaitaire pour un an a été fixée à 1 million de dollars. Sur cette somme, versée au Fonds Archéologique d'Angkor, 15 % iront au ministère du Tourisme et 5 % au ministère de la Culture. Des sommes variables aux autorités provinciales en fonction des projets.

L'accord avec Sokha-Hôtels est "probatoire", pour cinq ans. S'il y avait une augmentation sensible des recettes (par exemple 40 %) les sommes versées à l'APSARA seraient augmentées dans la même proportion.

Il y a eu dans le passé beaucoup de "coulage", et un système de répartition peu transparent.

Pour contrôler le nouveau système de perception des droits d'entrée, nous avons tenu à changer les billets, de façon à pouvoir contrôler leur nombre à

la fabrication. Nous pourrions d'autre part comparer les entrées payantes avec le nombre des touristes, connus grâce aux visas délivrés, aux nombres de passagers dans les avions, aux rapports de la police. On connaît les diverses catégories de visiteurs. Bref nous allons établir une comptabilité crédible, qui sera entièrement informatisée, en nous inspirant de ce qui existe dans les grands pays de tourisme. C'est un point sur lequel je suis confiant.

l'APSARA a maintenant les moyens de gérer Angkor

et le projet Culture-Espace ?

Le contrat a donc été passé avec le "mieux offrant", la Sokimex. Mais il ne concerne que de la question très limitée de la perception des droits d'entrée.

C'est à dire que d'autres propositions beaucoup plus larges, comme celles de Culture-Espace du groupe Dumez-Lyonnaise des Eaux, qui proposait 15 millions de dollars pour des investissements de base, et une gestion du Parc en partenariat, peuvent encore être examinées.

Un point à ce sujet : Culture-Espace prévoyait d'aménager un centre d'accueil en face d'Angkor Wat. Nous souhaitons ce centre d'accueil dans la Cité hôtelière, parce qu'il y aura d'autres parvis que celui d'Angkor Wat, il y en aura devant les plus grands monuments.

Mais il est certainement possible de trouver des arrangements pour réaliser le partenariat. Nous n'avons pas refusé l'offre de

Culture-Espace.

Nous avons eu pour l'aménagement d'Angkor, outre la proposition de Culture-Espace celle de YTL (cn 48, 61, 68), qui a été écartée et celle du groupe coréen Jinro (cn 74) disparue avec la crise financière. L'idée a été émise d'un consortium international ...

la cité hôtelière

Pour la Cité hôtelière, nous avons la proposition d'un consortium franco-anglo-thai, Beta-Mékong, qui propose de construire un hôtel sur 8 ha dans un ensemble de 32 ha (projet Amari, cn 109).

Le protocole d'accord est signé, une caution a été déposée, on doit finaliser le contrat en juin. Conditions mise à la réalisation de l'investissement : - que les bulldozers commencent à tracer la route d'accès de la RN 6 à la en question soient libérés de tous habitants.

Pour le financement de cette route d'accès, il pourrait venir des fonds prévus depuis longtemps par l'Agence Française de Développement pour les infrastructures de base de la cité hôtelière. Si c'est le cas, nous lancerons aussitôt les appels d'offre, j'espère avant la fin de l'année.

Quant aux expropriations, elles concernent surtout les habitants qui bordent la route 6 (la zone de la future Cité hôtelière est pratiquement inhabitée) et doivent être faites cette année.

Puisque la Banque Mondiale finance la réhabilitation de la RN 6 de la frontière de la province de Kompong Som à Roluos, et les Japonais de Roluos jusqu'au delà de Siem Reap la jonction avec la route de l'aéroport, nous aimerions que la route d'accès à la Cité soit réalisée en même temps.

(suite page 2)

A l'intérieur

Entretien S.E. Vann Molyvann
Droits de l'Homme : Om Yentieng
Entreprises : interviews

pp. 1 - 2 Sin Niny :
pp. 3 - 4 Le Bassin du Mékong
p. 5 Médias

pp. 6 - 7
p. 8

remodeler le réseau routier

Nous prévoyons en fait de remodeler le réseau routier.

Afin que soit préservé le caractère du carrefour actuel, au centre de l'agglomération, avec le pont sur la rivière de Siem Reap, la résidence du Roi, les jardins du Grand Hôtel, et que la circulation des véhicules ne vienne pas sursaturer le pont lorsque la nationale sera faite, Siem Reap sera contournée de deux façons :

nouvel itinéraire nord

Le projet prévoit qu'une rocade mènera les touristes de l'aéroport jusqu'à la Cité hôtelière, par une nouvelle route est-ouest, et un nouveau pont sur la rivière de Siem Reap. Les visiteurs pourront donc gagner directement la Cité hôtelière sans passer par le centre de la ville.

Venant de Kompong Thom un nouveau carrefour sur la RN 6, à l'est du centre ville, permettra par un tracé "en baïonnette" (une section vers le nord, parallèle à la rivière de Siem Reap, rejoignant la section est-ouest aéroport - Cité hôtelière) de contourner Siem Reap par le nord.

La Cité hôtelière sera d'autre part directement reliée à la zone des temples par le prolongement de la route sud-nord partant de la RN 6.

Il y a malheureusement un obstacle gênant pour l'axe est-ouest qui actuellement nous donne mal à la tête : le nouvel hôpital Kantha Bopha se trouve exactement sur le trajet prévu... On étudie des solutions avec des urbanistes français.

Toute cette nouvelle infrastructure routière pourrait être prise en charge par l'Agence Française de Développement.

nouvel itinéraire sud

D'autre part une autre rocade contournera l'agglomération par le sud, destinée aux camions suivant la RN6 en direction de Kompong Thom ou de la Thaïlande. Elle croisera la route qui va au port sur le Tonle Sap. Tout doit être terminé avant de-

VANN MOLYVANN

but 2002. *Beta-Mekong* prévoit 18 mois de travaux et d'ouvrir son hôtel fin 2001. Ce sera la "locomotive" de la Cité hôtelière.

de l'eau pour la Cité hôtelière

Pour le ravitaillement en eau de la Cité hôtelière, les études japonaises très poussées, que je reçois ce matin, prévoient deux phases :

- d'abord des forages profonds (entre 40 et 80 mètres), à l'ouest de la ville, près du baray occidental, donneront une eau de très bonne qualité en abondance pour la Cité hôtelière et la ville. A partir de 2002 on pourra vendre de l'eau à tous les consommateurs.

Deuxième phase: on pourra réutiliser l'immense baray occidental, construit il y a 900 ans, pour les besoins de l'irrigation, après une réhabilitation que les Japonais prennent en charge (des habitations se sont installées, il y a des affouillements, et il faut améliorer l'étanchéité). Quel héritage pour les générations futures !

Avec les moyens financiers dont elle dispose désormais, l'APSARA va pouvoir mettre en œuvre les cinq Agences qui se partageront son activité.

Agence de Tourisme

Sous la responsabilité de Kérya Eng Sun, cette agence aura à réceptionner et contrôler les recettes venant des billets vendus. Elle va recruter le personnel nécessaire.

L'Agence de Tourisme aura une activité de marketing; la gestion de toutes les surfaces commercialisées dans la zone du parc archéologique; le lancement des navettes de transport entre les divers centres d'intérêt. Tout cela est à faire en partant de zéro. En relations évidemment avec le ministère du Tourisme.

La Conservation d'Angkor

Nous sommes en train d'examiner avec les différents interve-

nants internationaux qui travaillent dans ce domaine ce que nous Cambodgiens pouvons prendre en charge. Ils ont été extrêmement généreux depuis 1993. Nous examinons la possibilité de relayer en partie ces efforts.

Par exemple : l'Université japonaise Sophia qui a entrepris la restauration de la chaussée-digue d'Angkor Wat se trouve un peu juste au point de vue financement; nous pourrions prendre en charge les techniciens et les ouvriers cambodgiens qui travaillent sur le chantier.

Ainsi le relai commence, et on va le voir partout. Je vais demander à l'EFEO une participation directe d'APSARA dans les travaux finaux du Baphuon. Si c'est possible, nous aimerions bénéficier encore de la présence de ces experts étrangers pour d'autres projets, pour former nos gens. Mais cette fois ce seront des archéologues et des architectes cambodgiens qui exécuteront les travaux avec l'assistance technique des archéologues et architectes étrangers.

Institut de la Culture khmère

Nous allons pouvoir entreprendre par nous-mêmes la sauvegarde et la mise en valeur des monuments, nous dit M. Ang Chu Lean. Nous n'avons pas encore l'expertise, mais elle commence à venir; depuis des années nous avons des stagiaires qui travaillent avec des experts étrangers.

Lors d'un prochain comité technique, en juin, et lors du prochain conseil d'administration, le 9 juin, nous allons déterminer 2 ou 3 opérations :

- concernant les grands monuments, nous allons monter une structure, sorte de conservation autonome pour chacun, un peu comme il en existe pour les plus grands châteaux de la Loire (Chambord), ... Le plus urgent concerne Angkor Wat.

- concernant la sauvegarde et la mise en valeur, nous allons prendre pour test le monument "486" dans le quadrant sud-ouest d'Angkor Thom; un monument très petit, mais d'un grand intérêt parce que, de l'époque de banteay Srei, il est devenu bouddhique. Nous allons en faire un chantier "national", relevés, sondages, fiche d'identité détaillée, conservation, ...

- enfin nous prévoyons d'édition des livres pour les nationaux, en khmer. car pratiquement tout ce qui concerne Angkor est en langues étrangères.

L'Institut de la Culture khmère

Avec l'aide française du FAC, l'idée est d'organiser la Conservation d'Angkor comme en France la Caisse des Monuments Historiques (Grand Louvre, Notre-Dame, Arc de Triomphe, et plus de 100 monuments), de façon à tirer profit de chaque monument, et que les recettes de ceux qui en ont le plus aident les moins importants. Les gestionnaires de chaque monument sont très autonomes. Il y a une très large décentralisation.

Agence de Développement urbain

Elle a en charge la Cité hôtelière, les parvis devant les principaux monuments. La responsable est Tep Vatho.

La Police du Patrimoine

Elle est bien conçue, elle obtient des résultats, mais manque de moyens financiers. Il faut l'aider financièrement et la motiver, avec des récompenses, des primes, reconnaître sa valeur. Il faut aussi recruter des policiers de niveau élevé, universitaire, qui parlent des langues étrangères.

Le déminage

On discute actuellement sur un rattachement du CMAC de Siem Reap à l'APARA pour une durée de 5 ans; Il reste à déminer le Phnom Kulen.

A PROPOS ...**Union Européenne : 60 mio \$**

Le 6 mai ont été signés au ministère des Affaires étrangères, par le ministre d'Etat Hor Namhong et l'ambassadeur de l'Union Européenne Michel Caillouet 3 accords de coopération totalisant environ 60 millions de dollars :

- 39 millions d'Euros, pour 1999-2004, pour le PRASAC, Programme de Réhabilitation et de Soutien au secteur Agricole

du Cambodge;

- 7 millions d'Euros, sur 16 mois, pour le PASEC, Projet d'Appui au Secteur de l'Education Primaire du Cambodge;

- 4 millions d'Euros pour le Bureau de Coordination Technique de Phnom Penh.

sortie de crise ?

Selon la Banque Mondiale les 5 pays asiatique les plus touchés par la crise, Indonésie, Corée du Sud, Malaisie, Philippines, Thaïlande, sont en voie de con-

valescence. Ensemble, après une "croissance négative" de 7,7 % en 1998 ils retrouveraient en 1999 un croissance faible de 0,3 %, atteindraient 3,5 % en 2000 (dépassant déjà nettement la moyenne mondiale et celle des pays de l'OCDE) et

5,5 % en 2001.

Pour 1999 : Philippines + 3%; (Cambodge + 2 % ?), Malaisie + 1 à 2 %; Indonésie - 4 % (après - 13,6 % en 1998).

aucune TVA à l'exportation

Le directeur des Impôts M. Hong Tha proteste contre les propos de M. Van Sou leng, président de l'Association des industriels du Textile dans *cn 113, p. 4* : "il n'

Croissance %	1998	1999	2000	2001
Asie de l'Est	1,8	4,0	5,5	6,3
Monde	1,9	1,8	2,4	2,8
5 en crise	- 7,7	0,3	3,5	4,5
OCDE	2,0	1,8	2,0	2,2

J' ai toujours travaillé avec Hammarberg. A chaque mission de Hammarberg c'est la même chose, il nous agresse sur la question des investigations. Il ne s'occupe en fait que de la question du tribunal pour juger les khmers rouges. Mais après et avant, chaque fois qu'il visite le Cambodge, à chaque séance de travail avec nous, il nous interroge sur nos enquêtes et je lui dis toujours ce qu'il en est, même lorsque les papiers ne sont pas finis je l'informe toujours, cas par cas. Donc Hammarberg sait très bien ce que nous avons fait.

certains ont décidé d'avance : "c' est noir"

En particulier au sujet de l'attaque par grenades de mars 1997, Hammarberg nous a entendus beaucoup de fois, nous avons envoyé des gens jusqu'à Bangkok, accepté ceci de la police, refusé cela, ... Je vous demande franchement : croyez-vous que cette affaire peut être terminée en un jour ? Ce matin même [7 mai] nous avons fait pour la deuxième fois la vérification avec un détecteur de mensonges qui vient d'arriver. Je n'ai pas le droit de dire avec qui nous le faisons ni à qui appartient la machine, ... Croyez-vous que c'est un jeu d'enfant ? On doit chercher tous les arguments, et ne rien dire d'avance. Beaucoup de gens ont

Droits de l'Homme

un entretien avec M. Om Yentien

Président de la Commission gouvernementale des droits de l'Homme

S'agissant du procès des khmers rouges, on observe un rapprochement entre la position du gouvernement cambodgien et celle de la communauté internationale. Le représentant du Secrétaire général de l'ONU, T. Hammarberg, le reconnaît dans son dernier rapport. Il reste toutefois à définir précisément le rôle qu'auraient des experts et magistrats internationaux.

En revanche, T. Hammarberg continue à accuser d'inefficacité la Commission gouvernementale des droits de l'Homme, qui a en charge notamment les enquêtes sur les attentats à la grenade, et sur les meurtres et disparitions survenus après juillet 1997; il estime que "dans certains cas, les enquêtes sont bloquées par des éléments puissants au sein de la Police et de l'Armée".

Le Phnom Penh Post (30.4 - 13-5) relaie et appuie, critique nommément M. Om Yentien, et souligne que la Commission par deux fois, le 30 mars et le 7 avril, n'a pu répondre aux questions du Comité de l'ONU pour les droits de l'Homme (UNHRC).

Le président de la Commission gouvernementale Om Yentien répond à ces reproches, fait le point sur les travaux de la Commission, indique les prochaines étapes.

décidé d'avance que "c' est noir" et ils cherchent ensuite à justifier cette opinion. Pour nous, non, ce n'est pas ça, notre travail est objectif.

Quand Hammarberg nous critique sur notre manque de neutralité, d'indépendance, il ne fait qu'attaquer l'image seulement -parce que nous appartenons au gouvernement. Mais il ne peut rien critiquer sur les résultats que nous avons eus en cherchant les coupables qui ont tué des membres du parti de Sam Rainsy -ou d'autres

partis. Coupables ou non, nous ne savons pas, ces gens ont été présentés au tribunal. Mais ils n'ont jamais été reconnus coupables.

Donc : nous n'avons pas du tout abandonné les enquêtes. M. Hammarberg est tout à fait au courant de notre travail. Et nous avons des moyens importants pour rechercher la vérité. Nous sommes tout prêts à dire à la session de New York où nous en sommes de nos enquêtes, y compris les attaques à la grenade, à répondre à tou-

tes les questions. On nous en pose au total plus de 30. Je crois qu'il n'y a pas de difficultés.

Pour un rapport écrit, terminé, on ne peut pas encore le faire. Après la vérification qui est en cours, nous aurons quelque chose à publier.

Je rappelle que les méthodes d'investigations ont communes au monde entier. Il faut passer par ces procédures. Si on peut disposer d'une assistance supplémentaire, comme ce détecteur de mensonges qui vient d'arriver avec une équipe de spécialistes, il faut attendre les résultats. C'est ce que nous faisons. Nous pourrions ensuite faire un diagnostic très sérieux.

50 % de chances d'arriver à la vérité

Avec tout ça, j'estime que les chances d'arriver à l'objectif, c'est à dire de connaître la vérité de façon sûre, sont à peu près de 50 %.

Est-ce que l'on va soumettre par exemple Hun Sen à la machine ? Ou Sam Rainsy ? On ne pourrait le faire qu'avec leur accord écrit. Et l'on ne soumet des gens à la machine que si l'on peut penser qu'ils sont directement impliqués dans l'affaire.

Et si quelqu'un venait se soumettre volontairement à la machine, pour prouver sa bonne foi ? Je crois que ce serait acceptable ... Pourquoi pas ? At-

(suite page 4)

T. Hammarberg :

"J' ai l'impression que les enquêtes sont bloquées"

Dans son dernier rapport, présenté le 22 avril à la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, à Genève, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Cambodge Thomas Hammarberg est assez sévère. Après avoir traité principalement du procès des khmers rouges, il conclut :

"Un tel procès, à mon avis, est nécessaire aussi pour mettre fin à un triste héritage des khmers rouges : le cycle interminable de l'impunité dans la société cambodgienne.

"(...) Les tribunaux manquent de moyens et sont soumis à des pressions politiques et militaires. Il semble que la majorité des crimes sont commis par des gens dont le métier est d'appliquer la loi. Pourtant il est rare que des membres de la police ou de l'armée soient traduits en justice.

"(...) Plus de 130 cas de meurtres ou de disparitions ont été soumis au gouvernement depuis mars 1997. Personne n'a été arrêté ni poursuivi. La Commission mise en place pour enquêter sur l'attentat à la grenade contre une démonstration pacifique il y a deux ans n'a pas fourni de rapport. Pas même le meurtre du Secrétaire d'Etat Ho Sok dans les bâtiments du ministère de l'

Intérieur n'a été tiré au clair.

"Deux experts internationaux ont été chargés il y a un an de faire le point sur les enquêtes qui ont été faites sur ces crimes. Ils ont conclu que les enquêtes avaient manqué de vigueur et de détermination. Avec tristesse je ne peux rapporter aucun progrès réalisé depuis lors. En fait j'ai l'impression que, au moins dans certains de ces cas, les enquêtes ont été bloquées par des éléments puissants au sein de la Police et de l'Armée".

"Ceci est évidemment un immense problème qui ne sera pas résolu avant que le pouvoir politique ait clairement démontré que personne n'est protégé (...).

A PROPOS ...

est pas exact qu'il y ait une TVA à l'exportation que l'on rembourserait ensuite", nous dit M. Hong Tha.

"La TVA à l'exportation est à taux zéro, il n'y a donc rien à verser ni rien à rembourser. M. Van Sou leng peut venir à la direction des Impôts s'il manque d'informations".

CAFC : un an

Le Club d'Affaires Franco-

Cambodgien (CAFC) à l'occasion de son premier anniversaire faisait connaître le 12 mai la composition de son second Bureau. Au président J.P. Kaspar, directeur de l'hôtel Sofitel-Cambodiana succède François Gervais, directeur de SDV-Cambodge. Bernard Thuylé, directeur de TMS, reste secrétaire général de l'Association.

L'ambassadeur A.J. Libourel a fait part de ses encouragements au Club d'affaires, et évoqué la possibilité qu'elle devienne

Chambre de Commerce. Jeune élu de la Région Bourgogne, B. Genet de passage à Phnom Penh a évoqué l'aide de cette Chambre à l'expédition de La Boudeuse (cn 113).

litiges

La société SPEC (P.M. Couteau) a porté plainte le 13 mai devant le procureur du Roi contre P. Ader, directeur de Fine Sky (ensemble immobilier "Les Jardins du Bassac") pour non paiement d'une dette de

100 000 dollars correspondant aux travaux effectués, tout en regrettant que P. Ader ait refusé un arbitrage, ou une négociation amiable.

En janvier, l'entreprise CCC (Cambodian Construction Cy) avait perdu contre Fine Sky un procès concernant un terrain, mais fait appel, et porte plainte pour corruption de magistrat auprès du cabinet du Roi (président du Conseil suprême

(suite page 5)

OM YENTIENG : LES DROITS DE L'HOMME

tention toutefois : la machine ne raisonne pas, elle ne peut pas apporter de preuve à elle seule.

non, il n'y a aucun "blocage"

Pour ce que dit Hammarberg, qu'il est "convaincu qu'il y a des gens hauts placés dans l'Armée et dans la Police qui bloquent les enquêtes, au moins dans certains des cas", je réponds qu'il ne faut pas parler comme les petits enfants de six ans.

Ces gens-là ont du courage devant les journalistes, mais il faut avoir du courage face à la vérité. Si Hammarberg a cette conviction, il peut déjà rendre son tablier. Il ne faut pas d'avance pointer les gens, dire que "c'est noir", et forcer l'opinion à croire que c'est noir. Ce ne sont pas de bonnes méthodes.

Je suis absolument libre de travailler. Je n'ai jamais vu personne bloquer mon travail. Même s'il s'agit d'enquêter auprès de puissants personnages, je n'ai jamais peur. M. Hun Sen lui-même l'a dit : Om Yentieng ne craint personne ! Mais je ne cherche pas à faire croire que je suis très important.

bientôt un rapport écrit

L'étape suivante ? C'est : continuer à analyser. Le processus est en cours. Nous avons déjà beaucoup de lumière. Il n'y a pas de difficulté qu'on ne puisse pas traverser.

Avant mon départ vers Genève, en juillet, où aura lieu la prochaine session sur les droits de l'Homme (celle qui devait avoir lieu à New York et qui a été reportée), je vais publier mon rapport.

le travail à long terme sur les droits de l'Homme

Notre Commission va avoir des gens qui vont travailler sur les questions administratives et sur les questions d'expertise. Nous formons au total une équipe de 30 personnes.

[une partie de l'interview de M. Om Yentieng répond à l'article du *Phnom Penh Post* qui lui reproche de n'avoir pas assisté le 7 mai à New York à la session du HRC. Il a été malade à Los Angeles et donne par le menu son emploi du temps. "Cet article du *Phnom Penh Post* ne travaille pas au service des droits de l'Homme. Il ne fait qu'attaquer des gens déjà "pointés".

Nous n'avons pas "tous les pouvoirs", mais tous ceux qui nous sont nécessaires pour travailler, dans le cadre de la loi.

Par exemple nous avons entrepris d'examiner les prisons du pays, une enquête sur environ la moitié d'entre elles. Nos équipes vont faire un rapport sur l'état des prisonniers.

ne pas opposer gouvernement et droits de l'Homme

Il a été suggéré de créer une institution à l'échelon national, un Comité national des droits de l'Homme, qui serait au même niveau que le Conseil Constitutionnel. Certains voulaient qu'il remplace notre Comité. C'est M. Hun Sen qui n'a pas voulu. Nous ne travaillons pas de la même façon. La mission de notre Comité gouvernemental est d'appliquer et d'implanter complètement les droits de l'Homme. Nous voulons transformer chaque policier, chaque militaire, chaque fonctionnaire en bon combattant des droits de l'Homme.

Nous avons eu à lutter contre ceux qui voudraient séparer : d'un côté les droits de l'Homme et de l'autre côté le gouvernement. Nous sommes carrément contre cette idée. Nous avons vu par exemple que ce sont les médecins anonymes, qui font le plus pour les droits de l'Homme en soignant les malades : les premiers droits de l'Homme, c'est la vie, la santé... Ces médecins font partie de l'administration. On ne peut pas les opposer au gouvernement ! Pour développer les droits de l'Homme au Cambodge, il faut renforcer, encourager ces médecins, ces policiers, ces militaires, ces fonctionnaires, à bien travailler, à respecter la loi.

Nous sommes en rapport avec

18 ONG "civiles" pour les droits de l'Homme

la Licadho, avec Thon Saray, avec Kassy Neou, avec tous les organismes qui s'occupent des droits de l'Homme. Dans la "société civile", je dénombre 18 ONG qui s'occupent des droits de l'Homme, dont 5 principales. Chaque organisme a son propre rôle, qui diffère de celui des autres. La Licadho par exemple quand elle a de bonnes informations prévient tout de suite la police. Ça a été le cas pour des filles livrées à la prostitution, ses informations étaient très solides. Il y a eu des opérations avec la police, et des résultats.

Je veille à ce que tous ces or-

ganismes ne craignent pas que nous voulions nous substituer à eux. Ils en seront convaincus avec le temps, leurs soupçons tomberont.

L'Assemblée nationale à sa propre Commission des droits de l'Homme, qui travaille surtout à partir des plaintes des gens au sujet de la propriété des terres. Dans quelques jours le Sénat va créer son propre Comité des droits de l'Homme.

informations des ONG parfois bonnes, parfois non

Les ONG "civiles" que font-elles ? Elles nous informent, et elles informent le public aussi, elles nous signalent tel et tel cas. Ces informations, nous n'en rejetons aucune, nous vérifions leur exactitude. Si elles sont fondées, nous allons alors régler l'affaire, punir selon la loi. Si elles ne le sont pas, nous ne faisons aucun reproche, nous n'accusons jamais personne de tricherie, de mensonge, d'accuser sans raison pour nuire au gouvernement.

Un exemple : récemment il y a eu une manifestation à Kompong Speu, un organisme a rapporté : "les militaires ont arrêté 15 manifestants, dont des bonzes, il y a eu 4 tués, dont deux bonzes". L'information a été donnée à nous, elle a été rendue publique, elle a été reproduite par la presse, et écrite au Roi.

Nous, nous avons travaillé sur cette information avec les gens de Hammarberg et finalement, on a vu que ce n'était qu'une rumeur, qu'il n'y avait aucune réalité. Je n'ai pas attaqué l'organisme qui a lancé l'"information". Nous sommes tous chargés des droits de l'Homme, ce serait comme une querelle entre bonzes ! Comme je l'ai dit, nous avons coopéré. Mais peut-être aurait-il fallu que cet organisme fasse un démenti, reconnaisse qu'il a travaillé avec le Comité de Om Yentieng, qu'il nous écrive pour nous remercier ? Mais il n'a rien dit, même à l'ONU. Ce n'est pas honnête. Ce ne sont pas de bonnes méthodes pour travailler au Cambodge.

un Comité national des droits de l'Homme

Au début de juin, après la session de Manille où je vais maintenant, je vais inviter toutes les ONG concernées par les droits de l'Homme pour discuter d'un projet de Loi sur un Comité National des droits de l'Homme. Je proposerai peut-être aux res-

ponsables des principales ONG d'être tour à tour présidents de cette réunion.

Hammarberg nous a toujours promis de nous envoyer des experts pour nous aider, mais ils ne sont pas arrivés. Ce qu'il va nous donner c'est un projet de Loi. J'en ai déjà beaucoup : un de la Licadho, un de Thon Saray, celui de Hammarberg, un autre d'une canadienne, et peut-être que j'en ferai un moi-même. Nous discuterons tout cela.

discuter ensemble du projet de loi

Sur le futur Comité national des droits de l'Homme, nous avons des points de vue différents. Peut-être qu'on va associer les ONG à ce Comité national.

Le projet de Thon Saray s'inspire beaucoup de ce qui existe aux Philippines, que j'apprécie aussi. Il y a deux semaines, la Thaïlande a adopté aussi une loi portant sur un Comité national des droits de l'Homme. Nous avons aussi regardé ce qui existe en Indonésie, et les lois existant plus loin : en Suède, ... Nous ne pouvons pas nous inspirer d'un Comité national américain parce qu'il n'en existe pas : c'est seulement un vice-ministre des Affaires étrangères qui s'occupe des droits de l'Homme, c'est à dire des droits de l'Homme... à l'étranger.

Aux Etats-Unis il y a environ 200 millions d'armes, pour une population de 250 millions. Nous avons pour notre part commencé à retirer des armes - sans rien enlever aux droits de l'Homme. Nous sommes optimistes à ce sujet car c'est une question de volonté au sommet.

tout dépend de la volonté au sommet

Même la démocratie dépend de la décision, de la volonté des dirigeants. Si le premier des dirigeants veut la démocratie, on voit qu'elle est en route - même si les journalistes disent autrement.

Vous voyez qu'en juillet 1997 il y avait des combats, et qu'un an après, en juillet 1998, il y avait les élections. Sans une très ferme volonté des dirigeants, croyez-vous que ces plants de démocratie auraient pu pousser ?

Tout ce qui a été obtenu au Cambodge l'a été grâce à des efforts énormes, et à la volonté des dirigeants.

ENTREPRISES

Partout on attend que l'activité démarre enfin. La situation est cependant très variable selon les entreprises. Ci-après quelques interviews de responsables que *Cambodge Nouveau* n'avait que rarement, ou jamais, interrogés.

T. de Roland-Peel

Anglo-Cambodian Holdings

L'histoire de l'usine de Jute de Battambang, reprise en octobre 1995 par *Anglo-Cambodian Holdings*, est pleine de rebondissements. Dans l'immédiat, la situation est incontestablement mauvaise. Mais l'embellie est en vue.

En 1998, l'activité a été presque nulle, avec 9000 sacs vendus, autant que de sacs produits. S'y ajoute que l'entreprise de Belfast *Mackie PLC*, la seule au monde à fabriquer les machines de production de sacs, est en faillite depuis deux mois. Il faut faire appel aux pièces fabriquées en fraude en Inde. Enfin arrivent au Cambodge, par Saïgon, des sacs fabriqués en Inde mettant en péril la production cambodgienne.

L'élément nouveau cependant, c'est l'arrivée à Battambang de l'entreprise *Titagur PLC*, société écossaise qui possède 6 usines en Inde - gérées par des Indiens. Cette société va investir au moins 500 000 dollars dans l'usine de Battambang. Elle a créé la société *Battambang Jute Factory Ltd*, de droit cambodgien, fait venir des ingénieurs indiens, et apporte des pièces de rechange.

La capacité de production, actuellement de 1 million de sacs par an, passera à 7-8 millions fin 2000.

L'usine, actuellement fermée par manque de fibres, doit redémarrer en août-septembre, le temps pour que les nouvelles plantations de kénaf (une plante proche du jute, plus robuste, variété d'hibiscus qui ne demande ni engrais ni pesticide, seulement beaucoup d'eau) soient récoltées.

Pour 1999, on aura besoin de 2 à 3000 tonnes. Dès 2000, on fera planter aux paysans 5 à

6000 tonnes.

Les mois passés n'ont pourtant pas été perdus. Environ 20 % des 480 employés ont été remplacés. Les éléments nouveaux, plus jeunes, plus dynamiques, assureront une meilleure efficacité.

L'usine de Battambang conserve de bons atouts, que les Indiens ont su voir : une main d'œuvre bon marché, pas de syndicats, un certain marché intérieur (géné par la difficulté des transports la possibilité d'exportations vers le Vietnam et la Thaïlande, et bien au-delà : la Bulgarie passerait commande de 7 millions de sacs si nous pouvions les fournir.

Le sac de jute n'est nullement dépassé. Le marché est au contraire important. On le demande pour quantité de produits agricoles comme le riz, le soja, les haricots, les lentilles, les noix, ... parce qu'il "respire" et conserve mieux les denrées périssables.

Si tout va bien, l'usine de Jute de Battambang doublera en quatre ans.

[Le projet de *Weyburn Holding*, un investissement de 360 mio de dollars pour 30 000 ha de kénaf (cn 95), n'a pas encore démarré]

Bruno Quillet

Cochin Architectes

Cette agence d'architecture française existe depuis 35 ans, avec des agences à Paris, Abidjan, Hanoï et depuis janvier, Phnom Penh. Notre spécialité : l'hôtellerie. Nous avons conçu, et souvent assuré le suivi de chantier de 300 hôtels dans le monde. Les hôtels Ibis du groupe *Accor* ont été conçus par *Cochin Architectes*. A Hanoï, où notre agence compte deux expatriés et 10 à 12 dessinateurs, nous avons réalisé pour environ 200 millions de dollars

magistrat" (non respect des décisions du tribunal).

La communauté d'affaires suivra avec intérêt les suites que la justice cambodgienne donnera à cette affaire.

centre de cardiologie

L'appel d'offres pour le centre de cardiologie qui doit être construit à l'hôpital Calmette pour "la Chaîne de l'Espoir" a suscité les candidatures d'un grand nombre d'entreprises. Selon une information non con-

de travaux et par exemple l'Ambassade de France en 1992-93. Au Cambodge nous sommes nouveaux. Il nous a semblé que c'était le moment de venir. Nous avons une dizaine de projets à l'étude, concernant Siem Reap et Sihanoukville, mais rien de signé encore. Nous recruterons des dessinateurs (issus de l'ITC) en juin-juillet.

Notre idée est de travailler avec des entreprises locales, éventuellement pour de petits projets, en attendant de plus importants. Nous sommes là pour le long terme.

Luc Bachelerie

ETDE Cambodge

La société *ETDE* fait partie de la branche Electricité du groupe *Bouygues*. Société de droit cambodgien, elle est présente au Cambodge depuis 1995.

A son actif, elle a deux chantiers de réhabilitation et d'extension des réseaux électriques de Phnom Penh, pour *Electricité du Cambodge*, sur financement de la Banque Asiatique de Développement.

Notre prochain chantier, pour le Secrétariat d'Etat à l'Aviation Civile : la rénovation et la mise à niveau de l'aéroport de Siem Reap, pour le balisage de la piste et la fourniture d'énergie. C'est un chantier d'environ 2 millions de dollars, qui va durer plusieurs mois.

Notre équipe compte 4 expatriés, 4 ingénieurs cambodgiens venus de l'ITC, et du personnel cambodgien en fonction des chantiers (nous avons été jusqu'à 120).

Il est certain que l'activité n'est actuellement pas forte. Notre politique est, tout en attendant les contrats sur financement international, comme la Banque Mondiale, de répondre à des demandes privées dans les domaines qui sont les nôtres : équipement électrique, et climatisation, de bâtiments, d'hôtels, de sites industriels, viabilisation de zones industrielles, ...

Nous rayonnons aussi sur la zone "indochinoise". A Vientiane, sur financement du Trésor français, nous allons réhabiliter

firmée, la société *Vivendi (Générale des Eaux)*, qui a assuré la dernière partie manquante du financement, aurait de très fortes chances d'emporter le contrat.

Julien Clerc

30 ans de carrière et des tubes qui déchainent toujours les jeunes, des chansons que les fans peuvent, et adorent, reprendre en chœur, une gamme d'auteurs, d'ambiances, de textes qui déchainent

le réseau électrique, comme nous l'avons fait à Phnom Penh, un contrat d'environ 20 millions de dollars. C'est un chantier qui commencera en septembre prochain et durera un an.

Pour ce qui concerne *Bouygues*, la société ne reviendrait au Cambodge que s'il y avait des chantiers importants, par exemple dans l'hôtellerie un projet *Accor* à Siem Reap, ou des travaux importants d'infrastructure, comportant une importante valeur ajoutée technique. Dans ce domaine, nous considérons 1999 comme une année d'attente, une année charnière.

Pour les petits chantiers, les entreprises locales sont en général plus compétitives.

Wolfgang Kitz

Siemens AG

J'ai ouvert ce bureau en juillet 1998, pensant que le Cambodge démarrerait très rapidement; j'ai "voté pour le Cambodge", et après dix mois je pense que j'ai eu raison à 100 %. Tout se met en place la coalition travaille. Laissons à la législation, et à son application, le temps nécessaire. De plus en plus de délégations étrangères viennent voir, et tous les visiteurs sans exception repartent avec une image positive. La confiance est là.

Mon projet principal : une unité de production d'électricité, avec d'autres investisseurs étrangers, asiatiques et européens. Nous avons fait l'étude de pré-faisabilité. Pour réaliser l'étude de faisabilité (environ 3 mois) nous attendons le feu vert du gouvernement. Il ne s'agira pas d'hydro-électricité, le retour sur investissements est trop long, mais de diesel, de gaz, ou de fuel. L'investissement prévu est d'environ 300 000 dollars. 50 à 60 % seront sous-traités à des sociétés locales.

La plus grande partie des profits sera réinvestie au Cambodge, pour aider la formation et l'éducation, car ce sont les techniciens de haut niveau qui à mon avis manquent le plus.

invariablement l'enthousiasme : c'est une performance. Avec des moyens pour lui retirents, - sono, éclairages-, et l'accompagnement de seulement deux instrumentistes, Julien Clerc a rempli Chaktomuk, le 14 mai, de Khmers et de non-Khmers qui en redemandaient. Pour les uns, un grand classique. Pour les autres, le choc d'une culture. En tous cas pour tous, Julien Clerc c'est une allure, un cœur énorme, et ... quel métier !

A PROPOS ...

de la magistrature), du ministère de la Justice, du président du Tribunal de Phnom Penh ...). Indépendamment de cela, selon nos informations, le directeur de *Fine Sky* serait depuis le 14 mai "mis en examen" parce que CCC, ayant obtenu à cause d'un spide impayé important une saisie conservatoire sur "Les Jardins du Bassac", il aurait loué des villas sans en avertir le tribunal. Il y aurait "outrage à

L' aménagement du

Le déménagement du siège du Secrétariat de la Commission du Mékong, de Bangkok à Phnom Penh, s'est bien passé. Le nouveau siège, dans son terrain de 2 ha, que chacun peut remarquer bd Monivong (à droite en allant vers le pont Monivong) a été officiellement inauguré le 4 mai en présence du Premier ministre Hun Sen.

On se félicite de l'esthétique du bâtiment, et de la réussite de l'implantation des personnels. Bien loin de bouder Phnom Penh, beaucoup voudraient y prolonger leur contrat...

Un seul reproche : l'opération a coûté cher. Le Cambodge a donné le bâtiment (l'ancien ministère des Transports) et sa complète rénovation, et le terrain, soit 800 000 dollars. La Commission pour sa part a payé plus de 600 000 dollars pour les équipements.

Maintenant le Secrétariat de la Commission, 120 personnes en y comprenant le personnel de service, 30 à 40 techniciens de plus de 10 nationalités, est installé dans de bonnes conditions.

nouveau directeur exécutif
La Commission est d'autre part en train de recruter un nouveau Directeur exécutif selon les meilleures méthodes : un organisme privé, indépendant, choisi parmi cinq, recherche et va présenter, fin mai, 5 candidats à un jury, qui en choisira un. De cette façon, pas de pressions comme c'était trop souvent le cas auparavant. C'est le PNUD qui finance l'opération.

Le processus ne peut que renforcer la crédibilité de la Commission aux yeux des pays et organismes qui la financent.

La Commission du Mékong, qui a remplacé en avril 1995 le *Comité du Mékong* fondé en 1957, groupe quatre pays : Cambodge, Laos, Thaïlande et Vietnam.

Institutions permanentes : un **Conseil** formé des quatre ministres, qui se réunit au moins une fois par an; un **Comité conjoint**, formé de 4 vice-ministres ou directeurs-général, au moins 2 réunions par an; et un **Secrétariat**. C'est ce Secrétariat qui est maintenant installé à Phnom Penh, en principe en alternance avec Vientiane.

Dans chaque pays un **Comité national** assure la représentation au sein de la Commission

La Commission du Mékong un entretien avec M. Sin Niny vice-Président de la Commission du Mékong

retour d'optimisme

De fait, cette crédibilité avait été passablement entamée. Les donateurs reprochaient à la Commission un certain manque de dynamisme; ils critiquaient -

nouveau siège, nouveau directeur, nouveau financement, nouvel optimisme. - Mission : études, conseils, documentation

les Européens notamment - la gestion du précédent directeur exécutif M. Matoba (cn 87); ils craignaient que le déménagement ne casse le peu d'élan de la Commission; le parcours du Cambodge n'inspirait pas confiance... Résultat : de 30 millions de dollars en 1995, et 20 millions de dollars en 1996-97, le budget de la Commission

deux programmes majeurs :

- la loi sur l'utilisation des eaux,
- le plan à long terme

était passé à 10 millions en 1997-98 (cn 85) et à pratiquement rien en décembre 1998.

Pour 1999, on ne voyait que des "queues de programmes".

La réunion du Comité conjoint en mars 1999 marque un retour de la confiance, un nouveau départ. Parmi les principaux donateurs : - **le Danemark** très ancien contributeur de la Commission, qui a financé les bacs de Neak Luong, va consacrer 300 000 dollars au système de gestion financière et à la fin de

projets en cours, dont la création d'un Institut de Pêche en eau douce (4 mio de dollars); - **la Finlande** installe un système de communications sur Internet et une aide à la navigation sur le

Mékong; - **le Japon** étudie le dragage de Chaktomuk (les "Quatre Bras") pour 600 000 \$; - **la Suisse** prend en charge le salaire du directeur administratif pendant 2 ans; - **Suède et Danemark** contribuent à la formulation du Plan de développement à long terme du Bassin du Mékong, dit "Plan global; il en coûtera "des millions de dol-

lars; - **la Banque Mondiale** (avec aussi le *Global Environment Fund*) revient en force avec plus de 10 millions de dollars pour la Loi sur l'utilisation des eaux du Mékong; - on espère que l'Allemagne, la France (Centre de documentation), la Grande Bretagne, la Belgique, l'Union Européenne, ... redeviendront ou deviendront des donateurs importants.

Les dotations devraient dépasser nettement 10 millions de dollars en 2000.

pléthore d'organismes

Il y a une quantité d'organismes qui s'occupent du Bassin du Mékong (cn 61). Le plus actif est la *Greater Mekong Sub-Region*, dite *GMS*, qui comprend, en plus des quatre pays de la Commission, la province chinoise du Yunnan et le Myanmar, organisme assisté par la Banque Asiatique de Développement.

"Cette concurrence entre divers organismes est préjudiciable au développement du Bassin, observe M. Sin Niny, parce que les donateurs hésitent, ils voudraient ne pas disperser leur action. Nous souhaitons vivement que la Chine et le Myanmar, qui ne sont qu' obser-

vateurs, entrent dans la Commission du Mékong comme membres à part entière, mais jusqu'à présent il n'y a aucun mouvement".

meilleure coordination

"Les autorités du Yunnan ne prêtent guère d'attention à la Commission du Mékong, dit M. Sin Niny, qui a récemment été reçu par le comité exécutif chinois. Ils ont construit un barrage en 1993. Un autre, en cours de finition, sera achevé en 2000. Beaucoup d'autres sont en cours d'étude de pré-faisabilité. Bien que les Chinois assurent que ces barrages ne produisent aucun effet négatif, qu'ils régularisent le cours du fleuve, il y a là évidemment un sujet de préoccupation pour les pays situés en aval" (cn 61).

Heureusement il semble s'instaurer une certaine complémentarité entre la *GMS* et la Commission du Mékong : la première s'occupe surtout des routes, des voies ferrées, des télécommunications; la Commission, de l'eau, de la pêche, des forêts.

mission : études, conseils, documentation

Le souhait des pays donateurs est que la Commission recentre ses activités, ne tente pas d'embrasser tous les domaines. Qu'elle se consacre principalement au problème de l'eau. Qu'elle soit surtout un centre d'informations et de conseils, un centre de documentation pour les pays riverains, qu'elle n'aille pas au-delà des études de faisabilité et laisse la réalisation aux ministères concernés.

la loi sur l'utilisation des eaux

Première mission de la Commission cette loi (*Water Utilization Program*) concernera les quantités, la qualité, les organismes de contrôle, ... C'est là évidemment un projet majeur, la répartition des eaux est un sujet de discussion depuis l'origine de la Commission il y a plus de 40 ans. Il faut évidemment que chaque pays fasse preuve de bonne volonté. La Thaïlande, très en avance sur les autres pays pour l'irrigation, a pu donner l'impression dans le passé de vouloir se tailler la part du lion. L'ambianc est meilleure

et la coordination avec la politique nationale. Le président du Comité national cambodgien est M. Khy Taing Lim, ministre des Travaux publics, (qui est président du Comité conjoint); 3 vice-présidents : M. Sin Niny, directeur général au ministère de l'Agriculture, M. Lim Kim Hour ministre des Ressources en Eau et de la Météorologie, Dr Mok Mareth ministre de l'Environnement.

En avril 1996 a été créé un **Groupe consultatif** des pays donateurs qui assure le dialogue entre donateurs et pays aidés, et coordonne les aides. Il se réunit 1 ou 2 fois par an.

[précédents articles sur le Bassin du Mékong : cn 61, 85, 87, 96]

Cambodge Nouveau
Ne le copiez pas!
Citez - le!

ME DIAS

Chalana Thmey

Sam Rainsy "ministre"
auprès du Roi ?

Sam Rainsy, président du parti d'opposition PSR, pourrait être nommé par le Roi "ministre au palais royal chargé de surveiller les activités du gouvernement", selon Chalana Thmey. Commentaire du journal : ce serait inconstitutionnel, car le Roi doit être neutre, accroîtrait la défiance entre le gouvernement et le Palais royal, et risquerait de déstabiliser la société cambodgienne. Mais le Roi pourrait sans inconvénient nommer Sam Rainsy son conseiller, comme il l'a fait pour Norodom Sirivudh et pour Norodom Chakrapong.

D'après Chalana Thmey 26-30.04. trad. The Mirror.

Chakraval

s' il y a un mandat d'arrêt ... M. Y Chhlean, ancien responsable khmer rouge aujourd'hui gouverneur de Pailin a déclaré qu'il traduirait Khieu Samphan et Nuon Chea à un tribunal militaire s' il y avait un mandat d'arrêt lancé contre eux.

D'après Chakraval 3-4 5. trad. The Mirror

Udom Katte Cheat

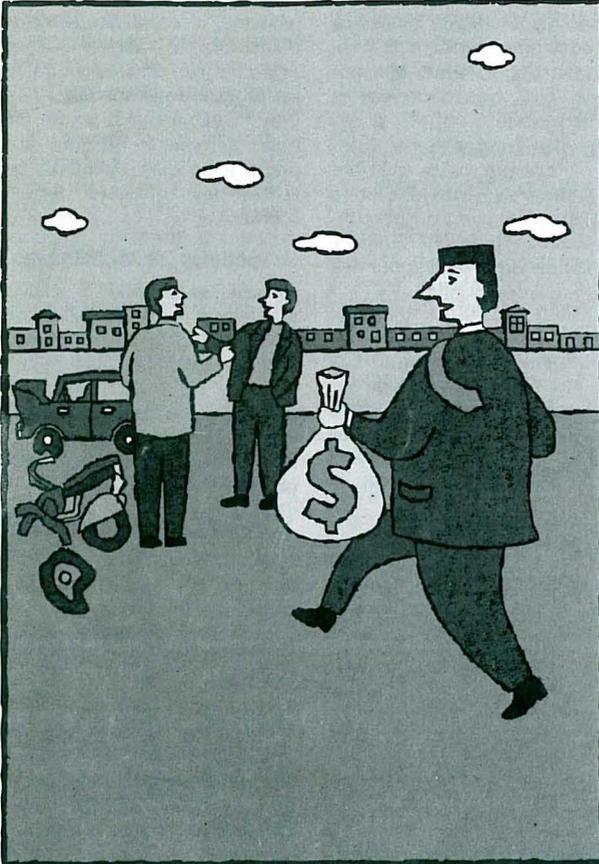
tribunal ou protection ? M. Khieu Samphan a déclaré qu'il se présenterait devant le tribunal pour répondre aux accusations de crimes contre l'humanité si le gouvernement le demandait (...) Duch aussi (...) leng Sary cherchera plutôt la protection de Hun Sen (...).

D'après Udom Katte Cheat 5-6.5. trad The Mirror

Rasmei Kampuchea

un revolver de 7 tonnes Avec le métal des armes qui ont été détruites au stade olympique le 5 mai (4037 fusils notamment) sera fondu un revolver de 7 tonnes au barillet enlevé "cette oeuvre symbolisera la paix", a déclaré Hun Sen lors de la cérémonie, "et chaque province fera de même". Lors de cette cérémonie, Hun Sen a remis à Ke Kim Yan, chef d'état-major de l'Armée, le pistolet plaqué or qu'il possède depuis 1991. (d'après Rasmei Kampuchea, trad The Mirror).

Accident de la route? Etes-vous assuré? Pas de problème appelez Indochine Insurance.



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
 - Un service efficace et rapide
 - Des experts pour vous conseiller sur :
 - Evaluation des risques
 - Expertise des sinistres
 - Prévention
 - Motocyclette
 - Santé
 - Accident du travail
 - Aviation
 - Transport de marchandises
 - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

 **indochine**
INSURANCE
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance, N° 58 rue 178, Nu Phnom Park, Phnom Penh - Tél : 210 676/210 761/210 622/210 701 - Fax : 210 501
Agent pour : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Cambonac) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sonnatien Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas

ASEANIE 2

• Kidnapings aux Philippines Les Chinois, environ 1 million, compteraient pour 1,4 % de la population aux Philippines, mais "contrôleraient 30 % des 1000 sociétés industrielles et commerciales les plus importantes, 50 % de la totalité de l'économie et même 60 % de l'ensemble des valeurs boursières". Peut-être pour cette raison les kidnapings de Chinois atteignent là un niveau record : 241 en 1996, presque 1 chaque jour fin 1997, sans compter tous ceux qui ne sont pas recensés. Zones les plus touchées : le "grand Manille", et le sud de Cotabato, au sud de l'île de Mindanao.

Les kidnapés : des professionnels, Chinois eux-mêmes membres de triades, parfois guerilleros de la New People's Army ou séparatistes musulmans, et "pour une grande partie" (plus de la moitié) membres de la police ou de l'armée. "En juillet 1998 la police estimait qu'il restait encore 19 gangs de kidnapés comprenant au total environ 200 personnes".

Les victimes : parfois des étrangers, parfois des erreurs, mais "les Chinois restent la cible idéale". Cet intéressant article de Jean Baffie dans *Aséanie 2* donne des tarifs : Alfonso Yuchengco libéré contre 7 milliards, Tan Yu contre 6 milliards, George SK Ty : 4 milliards, Tiong Tai : 3, Lucio Tan : 1,8, John Gokongwei : 1, etc ... Dans 5% des cas -30 cas sur 600-, les kidnapés ont tué leurs victimes "presque toujours parce que les rançons n'avaient pas été versées", mais aussi par erreur ou lors d'opérations de police.

Réactions des Chinois : ils se font discrets; ils adhèrent à des clubs de tir; ils engagent des gardes du corps (il y en aurait 200 000 aux Philippines, deux fois plus que de policiers); et plus en profondeur, ils essaient de rapprocher la communauté chinoise des autres philippins.

D'après *Aséanie 2*, novembre 1998, Bangkok.

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
voire
meilleur
investis-
sement

Cambodge Nouveau
Bi-mensuel
Politique, Economie, Affaires

directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages : Pen Mary
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement

exemplaire gratuit sur demande
tel 023 214 610 mob 012 803 410E-mail cn@forum.org.kh